





LES FEMMES CONSTRUISENT LE POUVOIR:

CÉLÉBRATION DES 10 ANS D'ORGANISATION ÉCOFÉMINISTE PANAFRICAINE



WoMin African Alliance

Office 902, floor 9, Southpoint Corner, 87 De Korte Street, Johannesburg, 2001

email: info@womin.org.za

www.womin.africa

REMERCIEMENTS

Nous tenons à rendre hommage et à remercier les femmes inspirantes avec lesquelles nous travaillons dans toute l'Afrique et qui ont joué un rôle déterminant dans la création de WoMin. Nous remercions également nos partenaires, nos bailleurs de fonds, nos alliés et nos sympathisants qui ont soutenu ce travail au cours des dix dernières années et avec lesquels nous espérons continuer à franchir de nouvelles étapes dans l'avenir.

Editorial team: Leila Khan, Connie Nagiah, Margaret Mapondera, Samantha Hargreaves, Reine Baimey, Eliana N'zualo, Winnet Shamuyarira, Cynthia Sono et l'équipe de WoMin.

Correction d'épreuves : Sally Clark (anglais), Rachel Matteau Matsha (français)

Mise en page et conception - Michèle Dean

Traduction française - Daouda Sanguisso

Année de publication - 2024

Crédits photos - WoMin ©



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
A PROPOS DE L'ALLIANCE AFRICAINE WOMIN	3
LE PARCOURS JUSQU'ICI	5
NOS PROGRAMMES	13
Les femmes renforcent leur pouvoir pour la justice énergétique et climatique (WBP) Résister à l'extractivisme vert en Afrique du Sud Armes à feu, pouvoir et politique : Industries extractives, militarisation et violence à l'égard des femmes (VAW)	14 16 20
Consentement et droit de dire NON (R2SayNO) Alternatives de développement écoféministes africaines (AEDA) Dette et réparations Analyse des coûts Campagne de réparations de la BAD	23 26 31 32 32
NOS MÉTHODES DE TRAVAIL	39
Travailler avec des partenaires et alliés ww Matériel d'information et d'éducation populaire Recherche et analyse de l'économie politique féministe Apprentissage et échanges solidaires Plateformes de convergence Campagnes dirigées par des femmes	41 43 46 50 52 55 59
PARTENAIRES FINANCIERS PASSÉS ET PRÉSENTS	63
EN AVANT!	64

« Maintenant que nous sommes de retour sur nos terres, personne ne doit empiéter sur nos droits en tant que femmes. S'ils viennent encore nous expulser, nous mourrons, jusqu'à la dernière personne debout. »

– Lucy Ongera, cheffe de groupement communautaire, Groupement d'épargne des femmes de Rwamutonga, Ouganda



INTRODUCTION

n 2023, WoMin a fièrement marqué une décennie de soutien aux femmes et aux communautés qui résistent aux développements extractifs, en collaboration avec un important réseau de partenaires à travers le continent africain. La présente publication célèbre cette étape importante et présente notre parcours en tant qu'organisation écoféministe panafricaine en plein essor. Elle amplifie les expressions culturelles de la résistance qui ont émergé des plateformes et des processus déployés par WoMin. Les pages qui suivent sont parsemées de photos, d'affiches politiques, de chants de lutte, de slogans et de poèmes créés par des organisatrices africaines passionnées et enthousiastes qui ont façonné notre vision politique, notre mission et notre stratégie. Cette publication est dédiée à ces femmes, à leurs communautés et à leurs mouvements. Elle est également dédiée à nos partenaires à travers le continent, ainsi qu'au personnel, au conseil d'administration et aux bailleurs de fonds de WoMin, anciens et actuels. Ensemble, en tant que vaste alliance dans la lutte pour une Afrique post-extractiviste, nous célébrons le passé tout en nous tournant vers l'avenir.





À PROPOS DE L'ALLIANCE AFRICAINE WOMIN

oMin est une alliance écoféministe africaine œuvrant aux côtés d'organisations de femmes, de paysan.n.e.s et de communautés impactées par les industries extractives. Nous rendons visibles et publiques les conséquences de l'extractivisme sur les paysannes et les ouvrières africaines et soutenons l'organisation, la création de mouvements et la solidarité entre les femmes. WoMin propose une alternative africaine post-extractiviste, écologiquement juste et centrée sur les femmes en lieu et place du modèle de développement destructeur dominant. Nous nous définissons comme un soutien et

une alliée des mouvements sur le terrain et nous poursuivons cet engagement à travers

toutes nos activités.

A l'heure où nous publions ce document, WoMin dispose d'un secrétariat décentralisé de vingt personnes. Les fonctions d'administration et de gestion

financière sont basées

en Afrique du Sud, tandis que le personnel des programmes est réparti sur l'ensemble du continent : Cameroun, Côte d'Ivoire, Mozambique, Sénégal, Ouganda, Afrique du Sud et Zimbabwe. Nous travaillons avec des partenaires et des allié.e.s dans seize pays d'Afrique de l'est, d'Afrique de l'ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique australe et nous revendiquons explicitement le statut d'organisation panafricaine. A l'heure actuelle, le seul programme de travail que nous mettons en œuvre directement sans l'appui d'un partenaire se trouve en Afrique du Sud, où nous soutenons les efforts d'organisation des femmes dans la province du Cap-Nord pour contester un projet néocolonial d'hydrogène vert.

Au cours de la décennie d'existence officielle de WoMin, nous nous sommes efforcées de bâtir une organisation féministe caractérisée par l'attention, le respect, la justice, l'équité, la liberté et la non-violence. Telles sont les valeurs et les principes qui guident notre travail politique. Ce travail est en cours et est activement soutenu par l'équipe de coordination et le Conseil d'administration de WoMin.

Dans la perspective des dix prochaines années, WoMin espère s'appuyer sur les réalisations significatives de la décennie écoulée, tout en approfondissant et en ciblant davantage son travail politique actuel. Nous nous efforçons d'équilibrer nos rêves et nos ambitions avec un respect mesuré de nos capacités organisationnelles.

« Notre nourriture, notre sol est très riche, mais il a été souillé par le pétrole et le gaz. Les compagnies pétrolières refusent de nous indemniser. Notre terre est notre bureau. Avant [l'arrivée des compagnies pétrolières], nous travaillions et ramenions quelque chose... maintenant, les femmes n'ont plus rien pour faire du commerce et nourrir leurs enfants. »

- Ngozi Azumah, Nigeria, 2023



LE PARCOURS JUSQU'ICI!

es paroles de l'activiste Ngozi Azumah reflètent l'expérience de millions de femmes à travers l'Afrique qui paient le prix d'un modèle de développement extractiviste. C'est un paradigme violent qui privilégie le profit au détriment des personnes. Il oblige les communautés, en particulier les femmes, à payer le prix d'un soi-disant «

développement » qui menace les vies, les terres et les moyens de subsistance.

WoMin a été officiellement lancée en octobre 2013, mais les travaux préparatoires ont commencé en 2012. L'Alliance a été créée en réponse à la croissance rapide du secteur extractif sur le continent et à l'absence quasi-totale de travail d'organisation avec les femmes

2013

2014

2015

- Clôture du projet de recherche (sur deux ans) en six articles sur les femmes, le genre et les industries extractives.
- Lancement de WoMin à Constitution Hill à Johannesburg en Afrique du Sud et mise en place d'un groupe de supervision de douze femmes issues de dix pays africains.
- Démarrage des projets de Recherche-action participative avec des partenaires et des femmes issues de communautés de base du Zimbabwe, de la Tanzanie, de la République démocratique du Congo (RDC), de l'Ouganda, du Nigéria, du Kenya, du Ghana, du Burkina Faso et de l'Afrique du Sud.
- Échanges en Afrique australe sur « Les femmes campent sur leur position contre l'industrie du charbon ».
- Échange dans le Delta du Niger sur l'énergie, l'alimentation et la justice climatique.
- Lancement de la création du mouvement « Women Building Power » (WBP).



Les femmes construisent le pouvoir !

affectées sur le terrain. L'analyse critique et la réflexion sur le projet néocolonial d'extraction, ses liens avec une crise écologique et climatique croissante et les coûts externalisés supportés par les femmes, leurs communautés, la nature et les travailleur.euse.s sur le continent ont également fait défaut.

Nous avons commencé en 2012 par une recherche visant à comprendre les thèmes et les problèmes

critiques liés aux femmes, au genre et aux industries extractives. Nous avons également procédé à un recensement régional des organisations et des initiatives liées à ces questions fondamentales, avec le soutien de partenaires et d'allié.e.s important.e.s tels que l'Alliance internationale pour les ressources naturelles en Afrique (IANRA). L'IANRA a été notre hôte au cours des premières années, car elle dispose d'une large base de membres à travers le continent.

2016

- École féministe panafricaine à Johannesburg en Afrique du Sud, en partenariat avec Just Associates (JASS).
- Partage d'expériences entre la Zambie et le Kenya.
- Première table ronde panafricaine sur « les droits des femmes, le consentement et les perspectives de développement ».
- WoMin conduit une délégation de femmes activistes de cina pays à la Conférence des Parties de Paris (COP 21).
- · Première réunion interne consacrée à la création

- Deuxième École féministe panafricaine à Accra, Ghana avec NETRIGHT-Ghana.
- · WoMin devient une entité légale et indépendante de l'IANRA.
- Démarrage des activités sur l'extractivisme, la militarisation, la sécurisation et la violence à l'égard des femmes au Zimbabwe, en Sierra Leone et au Mozambique, ponctuées de travaux de recherche et de réunions nationales.
- Démarrage du tournage du film primé de WoMin Women Hold up the Sky en Afrique du Sud.



Ces processus fondamentaux nous ont aidées à identifier nos ami.e.s et allié.e.s qui ont formé la communauté de cette alliance. Notre lancement en octobre 2013 a rassemblé plus de soixante activistes de tout le continent, ainsi que du Brésil, du Canada et des Philippines. Il s'agissait de la première réunion continentale sur les femmes, l'exploitation minière et les industries extractives et elle a également servi d'espace privilégié pour le partage,

l'approfondissement de l'analyse et l'élaboration d'un programme de travail collectif. Au cours des années suivantes, WoMin a connu une croissance exponentielle et notre travail s'est élargi pour englober la recherche participative féministe dans huit pays. Nous avons notamment analysé la Vision minière africaine dans une perspective écoféministe africaine, effectué des partages d'expériences et des visites d'étude au niveau régional, participé à deux forums sociaux mondiaux et

2018

- École féministe nationale à Hoima, en Ouganda, avec NAPE et le Groupement des agricultrices de Kwataniza.
- WoMin et PACJA s'associent pour initier un partage de connaissances sur les options d'énergie renouvelable hors réseau contrôlée par la communauté.
- Réunion stratégique panafricaine sur la Transition écoféministe juste dans le contexte africain.
- Contribution active au Forum social thématique sur l'exploitation minière et l'extractivisme, novembre 2018.

2019

- Évaluation et lancement de la première Stratégie quinquennale (2020-2024).
- Lancement officiel du film de WoMin, Women Hold Up the Sky.
- Lancement d'un modèle collectif féministe de soutien aux victimes de traumatismes avec l'Unité de services de conseil, Zimbabwe.

 Le Collectif pour la justice climatique en Afrique (ACJC) prend forme.



Les femmes construisent le pouvoir !

lancé le film de WoMin intitulé Women Hold up the Sky (Les Femmes Soutiennent le Ciel).

La croissance de l'organisation s'est accompagnée de celle de ses principaux domaines de programmation. Il s'agit de piliers thématiques qui permettent à WoMin de renforcer son analyse et de nouer des liens avec ses communautés et ses organisations partenaires afin de soutenir ses objectifs stratégiques. WoMin est

passée d'une organisation composée d'une employée à temps plein et de trois consultantes à temps partiel à une équipe dynamique, multilingue et entièrement panafricaine de vingt personnes! Au fil du temps, nous avons travaillé avec soixante-quatorze partenaires et allié.e.s à travers seize pays en Afrique. WoMin est en contact avec plus d'une centaine de sites de lutte au sein des communautés impactées par les industries extractives et leur apporte son soutien.

2020

2021

- · Lancement du projet « S'organiser en temps de crise », dont un partenariat avec Social Movement Technologies (SMT) pour renforcer les capacités numériques d'une cohorte de femmes activistes.
- · Renforcement de la collaboration au Burkina Faso et au Sénégal pour bloquer respectivement un projet d'extraction d'or et celui d'une centrale électrique au charbon, en partenariat avec ORCADE et la LSD.
- Expérimentation de « Dialogues pour rêver et imaginer

- Lancement de la collection R2SayNO (le Droit de dire non) de six ressources documentaires et d'autres contenus.
- École régionale francophone au Burkina Faso, avec ORCADE.

· Première Contre COP sous la bannière de l'ACJC.

· Lancement d'articles de recherche sur l'économie politique féministe et de fiches d'information communautaires sur l'extractivisme et les violences à l'égard des femmes



Au cœur des progrès et de la durabilité du WoMin se trouvent des femmes, comme Ngozi Azumah, en première ligne de la résistance au développement violent et destructeur des industries extractives. Par leur organisation, leurs mouvements et leurs campagnes, elles affrontent et défient les entreprises et les gouvernements. En tant qu'organisation, nous sommes quidées et inspirées par leur solidarité et leur vision profonde de ce que pourrait être une Afrique différente.

2022

- Expérimentation de l'analyse des coûts à Toliara, Madagascar, dans le cadre de la campagne sur les réparations climatiques.
- École féministe nationale à Harare, Zimbabwe, avec CNRG.
- · Les premiers films « Pollueurs et pilleurs : les racines des crises africaines » dans une trilogie de films d'animation.
- Assemblée des femmes pour le climat de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à Port Harcourt, Nigeria.

· École féministe régionale anglophone à Kampala, en Ouganda, avec SEATINI-Ouganda.

2023

· Assemblée des femmes pour le climat de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à Lagos, Nigeria.

LE PARCOURS JUSQU'ICI!

- Echanges R2SayNO entre les femmes de la Guinée Conakry, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Sénégal et du Libéria.
- Première réunion des femmes de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et de leurs communautés pour lancer la campagne de réparation contre la BAD.





Bomama vukani Vukani siyosenza Impilo yanamhla inzima Ifun ukusetshe zelwa Ifun ukusetshe zelwa Vukani vukani Vukani siyosebenza impilo yanamhla inzima Ifun kusetshenzelwa

Femmes, réveillez-vous Réveillez-vous et mettez-vous au travail De nos jours, la vie est dure Il nous faut travailler Réveillez-vous, réveillez-vous Réveillez-vous et mettez-vous au travail De nos jours, la vie est dure Il nous faut travailler

Une chanson de lutte du Zimbabwe



Au cours des dix dernières années, le travail de WoMin s'est rapidement étoffé et couvre quatre domaines thématiques, avec un projet transversal : Dette et réparations. Les quatre programmes principaux par lesquels nous faisons progresser notre analyse politique et soutenons l'organisation des femmes africaines sont les suivants :



LES FEMMES RENFORCENT LEUR POUVOIR POUR LA JUSTICE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE (WBP) - RÉSISTER À L'EXTRACTIVISME VERT EN AFRIQUE DU SUD



ARMES À FEU, POUVOIR ET POLITIQUE : INDUSTRIES EXTRACTIVES, MILITARISATION ET VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES (VAW)



CONSENTEMENT ET DROIT DE DIRE NON (R2SAYNO)



ALTERNATIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCOFÉMINISTES AFRICAINES (AEDA)



PROJET TRANSVERSAL : DETTE ET RÉPARATIONS



LES FEMMES RENFORCENT LEUR POUVOIR POUR LA JUSTICE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE (WBP)



e projet Les femmes renforcent leur pouvoir pour la justice énergétique et climatique (WBP) a vu le jour en 2015 et vise à soutenir les femmes africaines qui résistent aux projets énergétiques sales et injustes, font face à la crise climatique et vivent dans la pauvreté énergétique.

Au début de l'année 2015, l'Afrique était au bord du précipice de l'expansion du charbon. C'est pourquoi WoMin a organisé une conférence intitulée Women Stand Their Ground Against Big Coal (Les femmes s'opposent à l'industrie du charbon). Après s'être organisées pendant plusieurs mois, les femmes victimes de la crise, originaires de toute l'Afrique australe, se sont réunies et ont exprimé une position politique claire contre les énergies sales. Elles ont décidé de renforcer et d'intensifier la résistance au charbon destructeur. Le projet WBP a soutenu les

campagnes émergentes sur le charbon et le leadership des femmes dans les principaux foyers de lutte à travers des formations, des écoles féministes et des échanges de solidarité. L'investissement dans des formes collectives de génération de moyens de subsistance a également servi de base à l'organisation. WoMin a aidé des délégations d'activistes communautaires à participer et à contribuer aux plateformes et actions de la société civile de la Conférence des Parties (COP). Grâce à la résistance des femmes et des communautés et au soutien de nombreuses organisations, dont WoMin, les communautés ont pu mettre un terme à de nouveaux projets de centrales électriques au charbon au Kenya et en Côte d'Ivoire. Au Sénégal, les femmes ont réussi à fermer la centrale à charbon de Sendou.

Plus tard en 2015, le travail du projet WBP a été affiné et



1

approfondi grâce à African Women Uniting for Energy, Food and Climate Justice (Les femmes africaines d'unissent pour la justice énergétique, alimentaire et climatique), un rassemblement historique de soixante femmes dans le Delta du Niger. La réunion a abouti à la décision de mettre en place une campagne africaine dirigée par des femmes pour la justice climatique, alimentaire et énergétique. Grâce à cette campagne, les femmes ont remis en question le paradigme dominant du développement, intensifié le mouvement contre les énergies polluantes et renforcé la sororité africaine. Dans les années qui ont suivi, WoMin a collaboré avec des allié.e.s pour renforcer les efforts d'organisation des femmes dans vingt-quatre sites répartis dans six pays. Sous la bannière du projet WBP, cela a consisté à organiser des réunions annuelles et des sessions de stratégie de campagne, à faciliter la formation et les échanges de solidarité, et à prendre des mesures communes à des moments précis. Depuis 2018, WBP a élargi son champ d'action aux alternatives énergétiques

OF POLITICS NOW

et a coorganisé des assemblées sur l'énergie dans cinq pays. En partenariat avec l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA), WBP a également organisé des échanges exploratoires sur les énergies renouvelables entre des femmes leaders. En 2019, dans le cadre de ce travail sur les alternatives énergétiques et en collaboration avec 350.org et l'Université du Cap, WoMin a entrepris la cartographie et l'analyse du déploiement des énergies renouvelables sur le continent.

Plus récemment, WBP a été impliqué dans des dialogues régionaux permanents avec des allié.e.s féministes en vue de développer une compréhension de la Transition juste d'un point de vue écoféministe africain. WBP a également fait des investissements importants dans la formation du Collectif Africain pour la Justice Climatique (CCMJ), une coalition importante d'organisations et de mouvements qui vise à renforcer l'aile féministe et anticapitaliste du mouvement africain pour la justice

climatique.



Les femmes construisent le pouvoir !

À l'avenir, face à l'aggravation du changement climatique et ses impacts sur les femmes africaines, nous souhaitons intensifier le travail du projet WBP pour soutenir l'organisation des femmes et la mise en place de mouvements. Cela se fera notamment à travers les assemblées sur le climat et le renforcement des plateformes africaines et mondiales dirigées par les voix légitimes des peuples du monde sur la crise climatique et les alternatives nécessaires. Nous soutenons également les analyses de coûts pour documenter et chiffrer les impacts de la crise climatique sur les communautés à travers le continent, et travaillons au sein et au-delà de l'ACJC pour organiser et faire avancer une demande de réparations climatiques.

Résister à l'extractivisme vert en Afrique du Sud

La raison d'être de notre travail en Afrique du Sud est double. Tout d'abord, dès le départ, WoMin a compris que, pour des raisons à la fois morales et politiques, il était crucial de disposer d'un programme de travail dans la zone géographique où le secrétariat était basé. Deuxièmement, l'Afrique du Sud est l'épicentre de l'extraction des ressources naturelles à l'échelle industrielle depuis plus d'un siècle. Cela permet à WoMin et à ses allié.e.s de mieux comprendre l'économie politique de l'extractivisme et son impact sur les populations et la nature.

Entre 2015 et 2021, le travail de WoMin en Afrique du Sud s'est focalisé sur le charbon sale. Nous avons collaboré avec des femmes et leurs communautés dans huit localités, puis cinq, dans les provinces de Mpumalanga, Limpopo, Gauteng et KwaZulu-Natal. Ici, nous avons soutenu les femmes dans leurs efforts d'organisation locale, qui comprenaient des espaces de discussion et de stratégie, des rassemblements de femmes, des sessions de formation et d'information, et des actions localisées. Dans chaque site, nous avons aidé les femmes à générer des revenus, à redonner vie à l'artisanat traditionnel, à pratiquer l'agriculture agroécologique et à construire



des systèmes d'énergie micro-renouvelable afin de soutenir les efforts d'organisation. Le soutien de WoMin a également porté sur la Recherche-action Participative Féministe (RAPF), qui a permis à la communauté et aux femmes de protester contre les conditions d'extraction du charbon à Somkhele et l'établissement d'une mine de charbon à Fuleni. Le RAPF d'Ogies-Phola, à Mpumalanga, a permis d'étudier l'accès des femmes à l'énergie au niveau local et d'identifier les besoins en énergie afin d'informer le gouvernement local de ses activités de lobbying.

WoMin a contribué à la construction d'un mouvement national en créant des plateformes nationales telles qu'un Festival sur le climat, une Assemblée nationale sur l'énergie en s'appuyant sur cinq assemblées locales, ainsi qu'un Camp national sur le climat. Ces plateformes nationales ont suscité la solidarité, l'analyse critique et la formulation de demandes en faveur d'une énergie juste

et propre au sein de la Coalition pour la justice climatique, ainsi qu'un plaidoyer auprès des ministères nationaux. Nous nous sommes efforcées de mettre en lumière et de protester, souvent de manière collective, contre les violences exercées par les sociétés transnationales à l'encontre des défenseur.seuse.s des droits de l'homme et des femmes activistes qui résistent à l'extractivisme.

Avec l'impact de la pandémie de Covid-I9 et l'évolution rapide de la notion d'extractivisme, nous avons changé d'objectif et de stratégie en Afrique du Sud pour examiner l'impact croissant de l'extractivisme vert (l'extraction de minéraux et de métaux verts, de pétrole et de gaz, et d'hydrogène vert) qui est devenu une stratégie centrale du gouvernement sud-africain et des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud. Cette évolution a nécessité un changement d'orientation vers le Cap-Nord, la province au centre des nouvelles formes d'extraction des ressources « vertes ».



Les femmes construisent le pouvoir !

WoMin soutient désormais les femmes et leurs communautés sur onze sites à Namakwaland et Richtersveld dans les provinces du Cap-Nord et du Cap-Ouest. Nous soutenons, renforçons et informons le positionnement politique des femmes et de leurs communautés à travers trois perspectives fondamentales : (I) le transfert des terres communales aux communautés locales et indigènes ; (2) les droits de consentement pour les femmes et les communautés, y compris le respect de leur Droit de dire non aux mégaprojets ; et (3) le développement basé sur leurs priorités pour des transitions énergétiques et des formes alternatives de développement construites à partir de la base.

Bien que le travail dans la province du Cap-Nord soit récent, nous avons produit un impact significatif au cours des deux dernières années. Nous avons soutenu la formation d'un mouvement de résistance à l'extractivisme appelé
Vrywillige Vooraf en Voordeurende Ingeligte Toestemming
(VVVT), qui se traduit par « Consentement libre, préalable et
éclairé »". Avec deux alliées clés, WoMin a lancé une école
nationale annuelle réunissant des activistes de tous les
pays impactés par diverses formes d'extractivisme. Cette
plateforme de formation leur permet d'approfondir leur
compréhension politique de l'extractivisme et de renforcer
la solidarité et la résistance. En outre, nous travaillons
sur un documentaire sur l'extractivisme vert en utilisant
un processus de réalisation participatif qui implique les
femmes et les communautés qui sont en première ligne de
la résistance dans le Cap-Nord.

Nous travaillons en étroite collaboration avec la communauté de Concordia, la première communauté du Namakwaland à s'être vu restituer ses terres après une



1

bataille de vingt-cinq ans, et nous l'avons soutenue dans sa lutte contre une entreprise minière qui exploite ses terres communales sans son consentement. À l'avenir, nous souhaitons poursuivre, approfondir et soutenir la résistance des communautés de première ligne dont les terres et les océans sont accaparés par l'état et les sociétés transnationales.

Le travail effectué en Afrique du Sud sur l'hydrogène vert est le prélude à un programme de travail à l'échelle du continent qui se développe plus largement sous la devise « Résister à l'extractivisme vert ». Il s'agit de regrouper les travaux menés en Afrique du Sud avec des projets de soutien aux luttes liées à l'hydrogène vert en Namibie et en RDC, aux luttes contre les minerais de terres rares à Madagascar, en Ouganda et en Tanzanie, à la résistance à l'extraction du cobalt et du lithium en RDC, et à l'organisation de la protestation contre l'intensification de l'extraction du gaz en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale.



ARMES À FEU, POUVOIR ET POLITIQUES : INDUSTRIES EXTRACTIVES, MILITARISATION ET VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES



u début de l'année 2015, WoMin a entamé l'élaboration d'un programme de travail portant sur l'extractivisme, la militarisation et les violences à l'égard des femmes (VAW). Les entreprises s'emparent des terres, des forêts et de l'eau appartenant aux femmes et à leurs communautés pour développer des activités extractives et s'appuient sur l'armée, la police ou des société privées pour sécuriser leurs investissements face à la résistance des communautés affectées et des mineurs artisanaux. La présence d'hommes armés entraîne la violence sexuelle, notamment le harcèlement sexuel, le viol et la coercition sexuelle à l'encontre des femmes des communautés environnantes. Ce sont des outils d'intimidation et de contrôle. Face à la culpabilisation des victimes et à la menace d'un nouveau harcèlement, la plupart des femmes ne s'expriment pas.

coût invisible mais profond de l'extractivisme. WoMin estime que la violence est profondément ancrée dans une logique de développement extractiviste et patriarcale. Les industries extractives détruisent les communautés en les déplaçant de manière violente. Les travailleur.euse.s sont soumis.e.s à une exploitation intense, et le travail bon marché et non rémunéré des femmes leur permet d'optimiser leurs profits. La nature subit une grande partie de la violence, car la terre est retournée et les arbres abattus. Les terres et les eaux sont polluées et des paysages entiers sont transformés en déserts. La violence ne peut être négociée ou gérée en dehors des industries extractives et de leurs activités. La violence fait partie de son ADN.

Notre travail en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes a été exploratoire, interrogatif et itératif. Nous avons été contraintes de réfléchir en profondeur



2

à la manière dont nous réagissons à cette violence et à notre approche du traitement des traumatismes. Aux côtés de partenaires, nous avons entrepris des recherches révolutionnaires en économie politique féministe au Mozambique, en Sierra Leone et au Zimbabwe. Cela a mis en évidence la manière dont les entreprises et l'élite politique créent les conditions nécessaires pour maximiser les profits tirés de l'exploitation à grande échelle des ressources naturelles. Il est impossible de comprendre la violence qui accompagne l'extraction des ressources à grande échelle sans comprendre comment le pouvoir est configuré et exercé aux niveaux local, national et mondial.

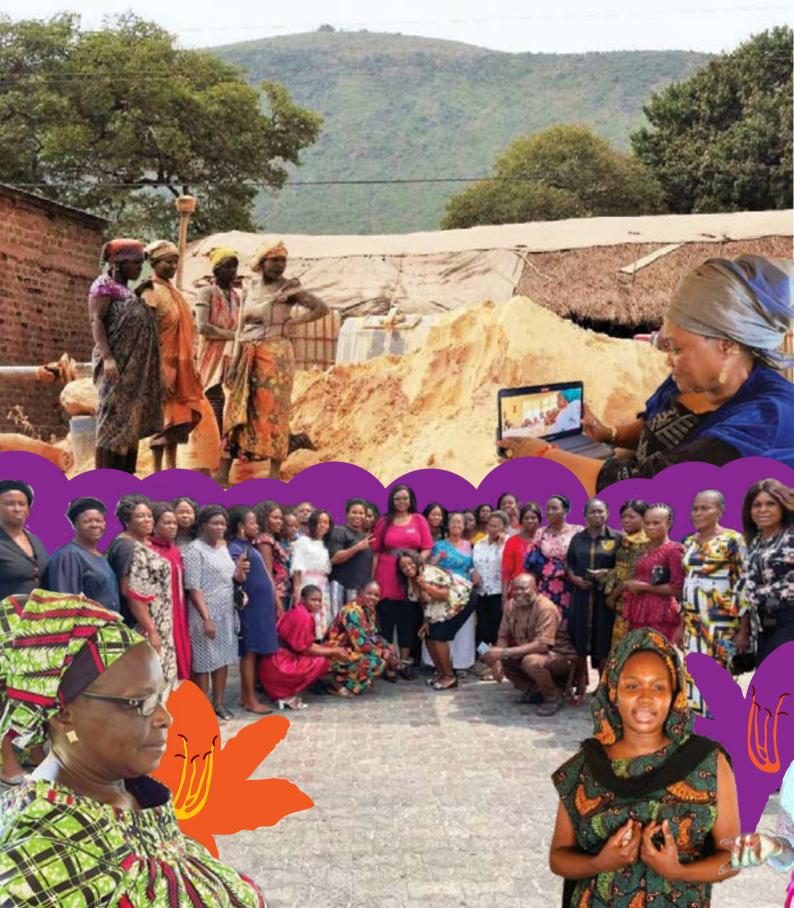
Au Zimbabwe, nous avons travaillé avec l'Unité de services de counseling (CSU) pour mettre en place un modèle de soutien collectif féministe aux victimes de traumatismes. Il a été testé avec dix-huit femmes issues de différents sites d'extraction qui ont toutes subi des traumatismes de la part de l'armée et de la police zimbabwéennes. Les femmes ont pu trouver du réconfort et de la solidarité entre elles, rompre le silence, travailler sur les douleurs et les épreuves qu'elles avaient vécues et trouver un peu de répit. Le même modèle a été reproduit avec succès en Sierra Leone. Nous avons documenté les processus

de soutien aux victimes de traumatismes afin que cette pratique émergente puisse être partagée et inspirer et informer le travail des autres. Pour continuer à soutenir les femmes impliquées dans ces processus, il est essentiel d'approfondir la question de savoir à quoi ressemble la justice de leur point de vue, qu'elle soit juridique ou autre.

WoMin s'est profondément investie dans la mise en place d'une stratégie de développement des risques et de la sécurité visant à aider nos partenaires, nos allié.e.s et nos communautés à élaborer des plans de sécurité et de gestion des risques adaptés à leur contexte. Nous avons testé ce manuel avec quatre organisations partenaires au Nigeria, en Sierra Leone, à Madagascar et au Zimbabwe.

À mesure que les femmes s'élèvent contre les systèmes injustes de violence et d'inégalité, nous continuerons à placer leur protection et leur sécurité au cœur de notre travail. Notre travail sur les traumatismes se développe davantage avec une orientation vers les pratiques endogènes et indigènes de guérison. WoMin et ses allié.e.s et partenaires continueront à travailler avec les femmes pour réaliser leur vision et leurs espoirs de justice.





CONSENTEMENT ET DROIT DE DIRE NON

es communautés, et plus particulièrement les femmes, se voient régulièrement refuser le droit de donner ou de refuser leur consentement à des projets d'extraction à grande échelle. Ces projets d'extraction sont présentés comme le moyen de sortir de la pauvreté, avec des promesses d'investissements étrangers directs, de développement et d'emplois. La réalité, au contraire, est une inégalité accrue, la destruction écologique, le changement climatique et des impacts sociaux désastreux tels que les expulsions forcées, la violence et la perte de vies et de moyens de subsistance. En réponse, les femmes et leurs communautés à travers le continent s'organisent pour résister à ces idées imposées de « développement » et revendiquer leur Droit de dire NON!

Dans le cadre du programme Consentement et droit de dire NON (R2SayNO), WoMin travaille avec des dizaines de partenaires pour soutenir les luttes et campagnes aux niveaux local, national et régional en faveur du

> R2SayNO. Plus récemment WoMin, aux côtés Lumière Synergie pour le Développement (LSD), a apporté son soutien aux femmes transformatrices de poisson de Bargny au Sénégal. Elles se sont opposées à la construction d'une centrale électrique au charbon financée par la BAD et à un

projet de complexe minier et sidérurgique exploité par la société turque Tosyali. Les femmes se sont assurées d'être incluses dans les négociations et ont réussi à retarder le projet afin qu'une évaluation de l'impact sur l'environnement puisse être réalisée. La centrale au charbon a été fermée en 2019 et leur résistance a permis de la maintenir fermée.

Au Burkina Faso, WoMin et l'Organisation pour le Renforcement des Capacités de Développement (ORCADE) ont soutenu les femmes qui se sont mobilisées contre la mine Bomboré d'Orezone Gold. Grâce à des efforts de plaidoyer soutenus, les femmes ont été reconnues comme des actrices incontournables et sont désormais consultées par la compagnie minière et le gouvernement. Les femmes ont publiquement dénoncé les autorités locales et nationales de s'être abstenues de les protéger. Les femmes et la communauté ont également participé à un exercice d'analyse des coûts qui quantifie les pertes et constituera la base de la campagne de réparations auprès de la Banque africaine de développement (BAD). À Madagascar, nous avons soutenu la campagne menée par la communauté contre le projet minier de Aire NON SAID TE OVOIL OF DIRE NON Base Toliara, avec notre partenaire

Centre de Recherches et d'Appui pour les Alternatives

Les femmes construisent le pouvoir!

de Développement-Océan Indien (CRAAD-OUI). Cette campagne a abouti à la suspension des opérations et des activités de communication du projet en 2019, à un audit de conformité du processus d'octroi des permis d'exploitation minière et à l'élection des membres du CRAAD-OI au comité de pilotage de la révision du code minier.

Au cours des deux dernières années, nous avons soutenu des femmes dans environ quarante-huit villages dans six pays francophones d'Afrique de l'ouest et centrale : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal et Guinée Conakry. Ce soutien comprend des actions d'information, de renforcement des capacités, la génération de revenus au niveau local (toujours comme base d'organisation), la solidarité et des actions ciblant les gouvernements et les entreprises. Les ressources financières sont toujours octroyées sur la base de la solidarité et ont été allouées par l'intermédiaire d'ONG de solidarité dans ces pays. Ce soutien a été largement activé par les plateformes sous -régionales sur le R2SayNO.

WoMin a développé un ensemble d'outils pédagogiques populaires comprenant six fiches d'information sur le R2SayNO, un film d'animation et des récits visuels de femmes en résistance, conçus à l'intention des



communautés et disponibles en plusieurs langues. Sous les auspices du programme African Ecofeminist Development Alternatives (AEDA) de WoMin, nous avons aidé les femmes et leurs communautés à articuler leurs propres alternatives de développement – le OUI à leur NON!

WoMin continuera d'être solidaire et de soutenir les luttes des femmes et de leurs communautés dans le cadre de la campagne R2SayNO. Avec nos allié.e.s et partenaires, nous renforcerons les synergies entre l'Afrique de l'ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'est et nous investirons massivement dans une campagne panafricaine et internationale en faveur du R2SayNO.

« Nous rêvons d'un monde où nous n'avons plus à lutter pour le respect de nos droits, un monde d'égalité qui met fin au système patriarcal. Un monde juste qui met fin à l'extractivisme au détriment de notre communauté ; loin des autres formes d'injustice écologique. Nous devons tirer des leçons de notre passé pour bâtir notre avenir. La première étape est de reconnaître la responsabilité partagée que nous TOUS avons d'envisager un avenir meilleur pour tous les habitants de la planète Terre! »

- Miora Rabeony, Madagascar



ALTERNATIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCOFÉMINISTES AFRICAINES



oMin est solidaire des femmes, de leurs communautés et de nos allié.e.s pour lutter collectivement contre l'extractivisme. Il nous incombe également de conceptualiser et de promouvoir des formes de développement qui répondent aux besoins des femmes africaines de la classe ouvrière et des paysan.n.e.s, tout en protégeant notre planète. Par le biais du programme African Ecofeminist Development Alternatives (AEDA), WoMin aspire à soutenir les mouvements dirigés par des femmes pour

des alternatives de développement panafricaines, écoféministes et post-extractives.

Le travail de conceptualisation d'une voie de développement radicalement différente a été soutenu par des dialogues locaux visant à « rêver et imaginer une communauté, une société et une Afrique différentes », ainsi que par l'identification et la documentation d' « alternatives vivantes » à l'aide de méthodologies créatives. WoMin a clairement indiqué que l'imagination



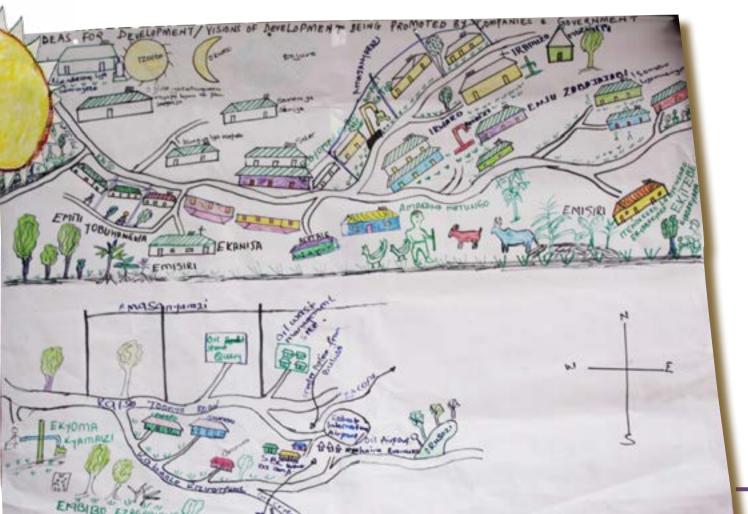


et la lutte nécessaires pour les alternatives doivent venir de la base. La recherche et les discussions sur la transformation de l'exploitation minière artisanale en tant qu'élément essentiel de l'alternative et, plus récemment, le début des travaux visant à approfondir et à transformer les biens communs fonciers en tant qu'alternative de subsistance en Afrique, ont joué un rôle important.

Travaillant à travers un réseau d'organisations et de mouvements, WoMin a pu soutenir les dialogues entre les femmes des communautés touchées par des projets extractivistes au Cameroun, en République démocratique du Congo (RDC), en Guinée Conakry, au Kenya, à

Madagascar, au Nigéria, au Sénégal et en Ouganda. Au cours des échanges, plus de cent-vingt femmes ont clairement exprimé leur NON à l'extractivisme et leur OUI à de VRAIES alternatives dans leur manière de produire des aliments, de conserver et de gérer les ressources naturelles et de prendre soin de leurs familles et de leurs communautés.

En 2023, WoMin a travaillé intensivement pour développer et renforcer les compétences de facilitation et d'analyse critique du modèle de développement dominant, néolibéral, néocolonial, patriarcal, raciste et extractiviste, et de ses contre-performances,



Les femmes construisent le pouvoir!

un processus qui a permis d'obtenir huit dialogues supplémentaires. Travailler dans un réseau d'efforts - incluant le Forum social thématique sur l'exploitation minière et l'économie extractiviste, le Global Tapestry of Alternatives, et le Global Working Group Beyond Development - nous a inspirées et informées, et a ouvert l'espace pour la collaboration..

A mesure que WoMin se tourne vers l'avenir, le processus de rêve et d'imagination se poursuivra au niveau local dans les communautés de résistance. Il sera également élargi à des dialogues nationaux, régionaux et/ou thématiques qui permettront aux femmes de partager, d'analyser et de coconstruire leurs propositions pour un avenir juste pour leurs communautés, leurs pays et l'Afrique en général. L'approfondissement des explorations et de l'organisation liées au renforcement et à la transformation des biens communs fonciers sera essentiel, de même qu'une convergence panafricaine sur les alternatives de développement.





« Lorsque nous utilisons des ressources naturelles, nous ne devons prendre que ce qui est suffisant pour nos besoins. Si nous ne pouvons pas tout consommer, nous devons partager avec d'autres, mais nous ne devons pas vendre à notre seul profit. Cela signifie que nous devons vivre dans l'amour, la confiance et la solidarité les un.e.s avec les autres. Nous devons nous sentir et nous comporter de la même manière avec la nature et les arbres qui nous donnent l'air frais, la joie et le bonheur, ainsi que la pluie et l'eau dont nous avons besoin chaque jour. »





DETTE ET RÉPARATIONS

n domaine de travail important et émergent pour WoMin est la question de la dette et des réparations qui y sont liées. Cette orientation s'appuie sur la stratégie quinquennale qui demande que WoMin mette en évidence les coûts externalisés de l'extractivisme et fasse campagne pour l'internalisation de ces coûts par les entreprises. Notre première mesure concrète dans cette optique a été l'élaboration d'un cadre d'évaluation d'impact écoféministe en 2019, qui a été piloté à Bargny, au Sénégal, avec l'Association des femmes de Khelkom, et lancé en septembre 2019.

Plus ou moins au même moment, WoMin a décidé d'intensifier son travail sur la crise climatique, suite aux multiples cyclones qui ont frappé Madagascar et certaines parties de l'Afrique australe en 2018 et 2019. Au fur et à mesure de l'avancement de nos travaux et de l'augmentation de nos investissements dans l'ACJC, notre détermination à travailler sur la dette climatique a grimpé en flèche.



En 2020, à la suite de l'apparition du COVID et aux mesures de confinement qui en ont résulté sur le continent et dans le monde, WoMin a procédé à une analyse approfondie de l'évolution du contexte des crises. Nous avons identifié la crise de la dette souveraine comme une dimension critique à traiter en alliance avec d'autres. Nous ne percevions pas cela comme un axe principal du travail du WoMin mais, compte tenu de nos efforts sur la dette climatique et les coûts associés à l'extractivisme, nous considérions qu'il s'agissait d'un axe complémentaire essentiel. Notre allié le plus proche en matière de dette à partir de 2020 est le Comité pour l'abolition de la dette illégitime (CADTM), qui est très présent en Afrique de l'ouest, centrale et du nord. Ces dernières années, nous avons collaboré à la rédaction d'analyses, au lobbying auprès de l'Union africaine, à l'élaboration d'une campagne ciblant la Banque africaine de développement (BAD), à la mise en place d'une convergence de la société civile lors de la réunion du Groupe de la Banque mondiale à Marrakech en 2023, et à l'établissement de liens entre les multiples formes de dettes dues à l'Afrique.

Analyse des coûts

S'appuyant sur l'expérience de l'étude d'impact écoféministe de 2019, WoMin a entamé le travail sur le concept d'analyse des coûts en 2022, puis a développé et testé un exercice participatif d'analyse des coûts écoféministe à Bombore, au Burkina Faso, en septembre 2022, et à Toliara, à Madagascar, en janvier 2023.

L'effort d'analyse des coûts s'étend à différents domaines de programme de WoMin - WBP et la campagne émergente de la BAD - offrant l'analyse et les preuves pour soutenir les campagnes et les efforts juridiques pour réparer les dommages (demander des réparations pour les pertes subies).

Campagne de réparations de la BAD

La BAD, la plus grande institution de financement du développement en Afrique, a pour mission de promouvoir le développement économique et social des pays africains et d'améliorer les conditions de vie des populations africaines. En réalité, comme le montrent les projets destructeurs d'extraction et d'infrastructure qu'elle finance, la BAD promeut et met en œuvre un modèle de développement néocolonial axé sur le profit, qui profite au Nord global et à certaines parties du Sud émergent, au détriment des pays africains.



NOS PROGRAMMES



Les femmes et leurs communautés se lèvent pour dénoncer les abus et les injustices qu'elles subissent à cause des projets de « développement » financés par la BAD. En République de Guinée, les communautés de Damouyah, Kansa et Tahiré sont impactées par le projet d'interconnexion énergétique de l'Organisation de développement du fleuve Gambie (OMVG), et ont perdu leurs terres et par conséquent leur capacité à produire de la nourriture et à générer des revenus. Au Cameroun, les communautés de Batchenga et les villages environnants subissent les effets dévastateurs du barrage hydroélectrique de Nachtigal. Grâce à des analyses de coûts minutieuses menées dans les pays

en vue de spécifier et de quantifier les demandes spécifiques, nous aidons les femmes et leurs communautés à exiger des réparations pour les torts infligés par les investissements de la BAD.

En avril 2023 en partenariat avec la Coalition pour l'Abolition de la Dette Illégitime (CADTM) Afrique, Lumière Synergie pour le Développement (LSD), et le Centre du Commerce International pour le Développement (CECIDE), WoMin a organisé un rassemblement en Guinée Conakry pour lancer le déploiement de la Campagne de réparations de la BAD. La rencontre a réuni soixante femmes des communautés locales de Damouya, Kansa, Woleah,



Les femmes construisent le pouvoir!

Bangouyah, Balayah et Tahire, toutes fortement impactées par le projet énergétique de l'OMVG financé par la BAD. De plus, la convergence a assemblé des participant.e.s, des femmes des communautés et personnel des ONG de solidarité de onze autres pays d'Afrique de l'ouest et centrale, à savoir le Mali, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, la Mauritanie,

le Gabon, le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Ghana. Les participantes de la communauté ont fait part de leurs expériences de déplacement forcé et de la perte des terres agricoles dont elles dépendent pour leur subsistance. Elles ont également fait part de leur combat pour obtenir une indemnisation juste et adéquate de leurs pertes. La réunion de Conakry







Les voix des femmes comptent ehh Dans tout développement Les voix des femmes comptent ehh Dans chaque décision Lorsqu'il s'agit de Développement

Leurs voix comptent Leurs voix comptent Lorsqu'il s'agit de Changement climatique Leurs voix comptent Lorsqu'il s'agit de décisions Leurs voix comptent

> Les voix des femmes comptent, par Aminata Kamara, Sierra Leone



NO NOS MÉTHODES DE TRAVAIL

1. TRAVAILLER AVEC DES PARTENAIRES ET DES ALLIÉS

> 2. ÉCOLES FÉMINISTES D'ÉDUCATION POPULAIRE

3. MATÉRIEL D'INFORMATION ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

4. RECHERCHE
ET ANALYSE DE
L'ÉCONOMIE
POLITIQUE
FÉMINISTE

MÉTHODES DE TRAVAIL POUR SOUTENIR L'ORGANISATION ET LA CRÉATION DE MOUVEMENTS

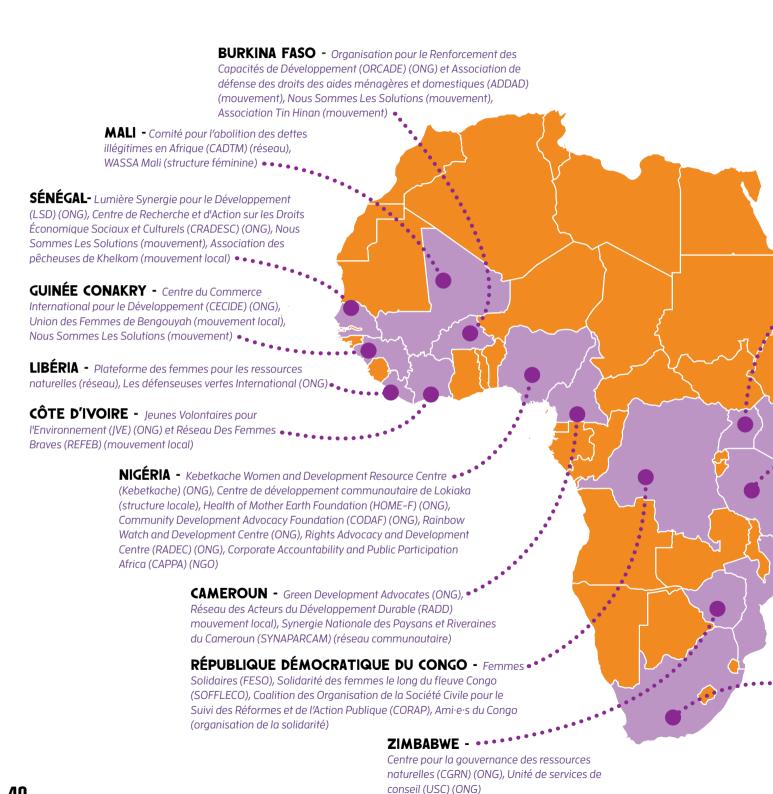
Au cours de la dernière décennie, WoMin s'est efforcée de mettre en place et d'affiner des méthodes de travail qui lui permettent de remplir sa mission. Au cœur de ce travail se trouve le soutien à l'organisation et à la construction de mouvements de femmes. En tant qu'Alliance panafricaine, nous sommes à une certaine distance des femmes des communautés de résistance. Cela a façonné nos choix et nos méthodes de travail.

7. CAMPAGNES DIRIGÉES PAR DES FEMMES

6.
PLATEFORMES
DE
CONVERGENCE

5. APPRENTISSAGE ET ÉCHANGES SOLIDAIRES

Les femmes construisent le pouvoir !





TRAVAILLER AVEC DES PARTENAIRES ET DES ALLIÉS

OUGANDA - - Resource Rights Action (RRA) (ONG), Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI) (ONG), Organisation pour le développement intégré de Tapac (ODIP) (mouvement local), Forum des agriculteurs de Kalangala (mouvement local)

KENYA - Sauver Lamu (mouvement local), Alliance des femmes de Lamu (mouvement local), Association Famille franciscaine (organisation confessionnelle), Programme communautaire pour une bonne santé (organisation communautaire)

TANZANIE - Haki Madini (ONG), Coopérative de femmes mineurs de Mugusu (structure locale), Transcrire l'Afrique (ONG)

MOZAMBIQUE - União Nacional de
• Camponeses (UNAC) (mouvement), Forum Mulher (réseau de femmes), Justica Ambiental (ONG), Alternactiva/ Action pour l'émancipation sociale) (ONG/structure solidaire)

MADAGASCAR - Centre de Recherches • et d'Appui pour les Alternatives de Développement − Océan Indien (CRAAD-OI) (ONG), Femmes en Action Rurale de Madagascar (FARM) (mouvement local)

AFRIQUE DU SUD - Vrywillige Vooraf en Voordeurende
• Ingeligte Toestemming (VVVT) (mouvement), Mouvement des femmes rurales (MFR) (mouvement), Amadiba Crisis Committee (ACC) (mouvement local), Conseil de la révolution verte en Afrique australe (SAGRC) (mouvement), Campagne nationale Le droit de dire NON, Alternative Information and Development Centre (AIDC) (ONG), Trust for Community Outreach and Education (TCOE) (ONG)

u cours de la dernière décennie, WoMin a travaillé avec soixante-quatorze partenaires et allié.e.s dans seize pays à travers le continent. Les partenaires sont des organisations de chacun de ces pays avec lesquelles WoMin entretient des relations politiques étroites et de longue date. Nos relations avec les partenaires impliquent généralement un travail concentré impliquant tout ou partie des actions de collaboration suivantes : soutien aux luttes des femmes dans différents sites, construction et renforcement d'espaces de convergence nationaux, écoles féministes, échanges et réunions régionaux, recherche, élaboration de campagnes, etc. WoMin apporte souvent un financement solidaire à ces collaborations et nous nous engageons également dans la mobilisation conjointe des ressources. Nos allié.e.s sont généralement des organisations et des mouvements au niveau sous-régional, panafricain ou mondial, mais parfois aussi au niveau national. Nous entretenons généralement une étroite synergie politique et collaborons en matière de recherche, de campagnes, de plates-formes panafricaines et mondiales et d'efforts de solidarité. WoMin n'est pas une alliance basée sur l'adhésion. Voici une carte de nos principaux partenaires et alliés en 2022 et 2023

ALLIÉES PANAFRICAINES ET MONDIALES : Assemblée

des femmes rurales, Institut transnational, Maroc ATTAC, CADTM Afrique et International, People's Dialogue, Grain, Nous Sommes Les Solutions, La Via Campesina, Alternative Information and Development Centre (AIDC), Mining Watch Canada, Inclusive Development International, Accountability Counsel, Alternactiva.

PLATEFORMES DONT NOUS SOMMES MEMBRES:

Campagne d'Afrique australe pour démanteler le pouvoir des entreprises, People's Dialogue, Global Tapestry of Alternatives, Forum social thématique sur l'exploitation minière et l'économie extractive, Collectif pour la justice climatique en Afrique (ACJC), Groupe de travail mondial « Au-delà du développement ».



ÉCOLES FÉMINISTES D'ÉDUCATION POPULAIRE

u cours des huit dernières années, WoMin a organisé des écoles féministes nationales, régionales et panafricaines. Les écoles sont des espaces dynamiques, itératifs, et hautement politiques qui permettent aux femmes de cultiver la vision d'un monde différent dans lequel elles sont libérées de multiples oppressions. Elles y définissent de nouveaux modes de vie et de relations avec la nature sur lesquels ce nouveau monde devrait être construit.

Nos écoles rassemblent des activistes impliquées dans les luttes locales et visent à approfondir la prise de conscience et l'analyse des systèmes de pouvoir, tout en construisant des ponts de solidarité entre les femmes à travers les communautés et les pays. En tant que processus de formation populaire exploratoire et participatif soutenant l'organisation des femmes aux niveaux national et régional, les écoles féministes ont été un élément clé du programme d'action de WoMin.



Les femmes construisent le pouvoir!

Depuis la première école panafricaine qui s'est tenue en mars 2016 à Johannesburg, en Afrique du Sud - organisée conjointement avec Just Associates (JASS) - six autres écoles ont été organisées. Parmi celles-ci, une deuxième école panafricaine s'est tenue à Accra au Ghana, en juin 2017, organisée par NETRIGHT-Ghana. Une école nationale a également été organisée à Hoima, en Ouganda, en juin 2018, par l'Association nationale des professionnels de l'environnement (NAPE) et le groupe de femmes de Kwataniza. Une école nationale a eu lieu à Harare, au

Zimbabwe, en mai 202I, accueillie par le Centre pour la gouvernance des ressources nationales (CNRG). Une école francophone Afrique de l'ouest et centrale s'est tenue à Ouagadougou, au Burkina Faso, en novembre 202I, accueillie par l'Organisation pour le Renforcement des Capacités de Développement (ORCADE). Enfin, une école anglophone Afrique de l'est et australe s'est tenue en Ouganda, en collaboration avec l'Institut d'Information et de Négociations Commerciales d'Afrique Australe et Orientale (SEATINI) en juillet 2023.



« Nous rejetons la privatisation de nos aliments et de nos ressources que nos ancêtres ont préservés pendant des milliers d'années. Nos ancêtres ont rendu un immense service à tous les habitants de la planète par leur contribution au renouvellement de la biodiversité qui constitue la base de notre alimentation et de notre agriculture. »



MATÉRIEL D'INFORMATION ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

SAULTER NOS PRESSOURCES POLICIANOS PRESSOURCE

epuis la création de WoMin, nous avons donné la priorité au développement et à la diffusion à grande échelle de ressources d'information et de matériel d'éducation populaire. Ceux-ci s'adressent en premier lieu aux femmes activistes sur les sites de résistance, et en second lieu aux ONG et aux allié.e.s solidaires de ces luttes. Dans le cadre du pôle de connaissances « Women Building Power », nous avons élaboré dix brochures d'information traitant des énergies sales et destructrices, de

la crise climatique, des fausses solutions et des solutions locales aux besoins fondamentaux pour lutter contre la pauvreté énergétique. Sous la bannière du R2SayNO, nous avons rédigé six fiches d'information et une collection d'exemples simples de résistances basés sur le R2SayNO. Le programme de lutte contre la violence à l'égard des femmes a financé trois brochures d'information. Tous ces documents sont disponibles en français, anglais et portugais, et certains en swahili et en zoulou.



NOS MÉTHODES DE TRAVAIL

3





Notre film primé Women Hold Up the Sky raconte l'histoire de femmes activistes d'Afrique du Sud, d'Ouganda et de la République démocratique du Congo (RDC) qui résistent farouchement à l'exploitation du charbon, à l'extraction du pétrole et à un méga barrage hydroélectrique. Le film voyage entre ces pays, racontant l'histoire de la résistance des femmes dans le cadre de luttes communautaires plus larges. Il dépeint leur analyse critique des expropriations auxquelles elles sont confrontées et des relations de pouvoir en jeu, ainsi que leurs propositions pour un avenir différent pour leurs familles, leurs communautés et leurs enfants.

Le film est sorti en 2019 et a reçu un accueil très favorable, avec des projections dans le monde entier, de la Colombie à la Nouvelle-Zélande. Outre sa nomination pour le meilleur documentaire au Celebrating Womanhood Festival de Kampala, en Ouganda, le film a reçu plusieurs prix, dont le Standard Bank Ovation Gold Award au National Arts Festival de Makhanda, en Afrique du Sud, et le Outstanding Documentary au Abuja International Film Festival, au Nigéria. Il reste une ressource puissante dans notre boîte à outils d'éducation populaire, servant de catalyseur pour des conversations de sensibilisation et de renforcement de la



NOS MÉTHODES DE TRAVAIL

3

En 2019, WoMin a entrepris une réflexion approfondie sur ses supports populaires et a décidé d'expérimenter d'autres approches. Cela a conduit au développement et au lancement de trois films d'animation: Pollueurs et pilleurs: Les racines des crises africaines, Le Droit de dire NON: Les femmes défendent la richesse de l'Afrique et Souveraineté africaine: Les Femmes vivent les alternatives. Ces films ont été largement diffusés, y compris via WhatsApp, ce qui a considérablement élargi notre portée. Nos recherches actuelles pour faire avancer la connaissance populaire comprennent des livres animés et des récits photographiques conceptualisés et conçus avec des femmes activistes issues des communautés.







RECHERCHE ET ANALYSE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE FÉMINISTE

epuis sa première collection de six travaux de recherche lancée en 2013, WoMin a cherché à promouvoir une approche écologique critique, féministe et anti-extractiviste dans ses recherches et ses écrits. Depuis 2013, l'équipe de WoMin et les activistes consultant.e.s qui nous accompagnent ont rédigé au moins deux douzaines de documents, d'articles de journaux, de prises de position et de blogs sur un large éventail de sujets et de thèmes. Il s'agit notamment de Armes, pouvoir et politique

(2018-2020), Justice climatique et énergétique pour les femmes en Afrique (2017), Industries extractives vs souveraineté du développement: Droits de consentement à la vie pour les femmes africaines (2017), et L'Avenir doit être écoféministe (2021). Nous avons commandé des dizaines de projets de recherche portant sur la militarisation et la violence (2018-2019), la politique énergétique et les cadres législatifs (2018), les énergies renouvelables (2020), les opportunités en matière de droits de consentement (2019-2023), le



NOS MÉTHODES DE TRAVAIL

4

COVID et l'extractivisme, et les femmes et l'exploitation minière artisanale (2021-2022), pour n'en citer que quelques-uns. Plusieurs de ces projets ont éclairé notre analyse et nos choix stratégiques. D'autres ont dû être entièrement réécrits pour refléter notre analyse et nos perspectives politiques. Les chercheurs capables de faire une lecture critique des thèmes et des sujets d'un point de vue féministe, écologique et anticapitaliste sont rares et c'est l'un des plus grands défis que nous avons dû relever en tant qu'alliance.

Depuis 2013, WoMin a soutenu et accompagné des partenaires et des allié.e.s dans le renforcement de leurs compétences en matière de recherche-action participative féministe (RAPF). Au cours de la période

2013-2015, WoMin a « formé » puis accompagné des partenaires dans sept pays pour qu'elles entreprennent une RAPF qui a ensuite servi de base à la rédaction d'un document analytique sur la Vision minière africaine. En 2019, WoMin a organisé une formation sur la RAPF en deux modules à l'intention de ses partenaires et allié.e.s, et a depuis soutenu plusieurs projets RAPF en Afrique du Sud, au Zimbabwe, à Madagascar, au Nigéria et au Burkina Faso. Nous considérons la RAPF comme un outil essentiel pour soutenir la construction des connaissances des femmes, les actions de transformation et l'élaboration de stratégies de changement renouvelées.



APPRENTISSAGE ET ÉCHANGES SOLIDAIRES

e premier échange de l'histoire de WoMin a eu lieu en janvier 2015 sous la bannière « Les femmes se soulèvent contre le grand charbon » et a rassemblé près de deux douzaines d'organisations avec plus de cinquante femmes activistes et leaders communautaires issues de l'Afrique australe. Depuis lors, WoMin a entrepris plus d'une douzaine d'échanges, dont quelques-uns sont mis en évidence ici: des

Zambiens au Kenya pour en apprendre davantage sur le secteur extractif (2016); des activistes du Nigéria, de la RDC, de l'Ouganda, de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe et du Mozambique au Kenya pour un échange d'apprentissage sur l'énergie en partenariat avec PACJA (2019); des femmes du Botswana et de la Sierra Leone au Nigéria pour en apprendre davantage sur les impacts de l'extraction pétrolière (2022); un échange



NOS MÉTHODES DE TRAVAIL

entre le Sénégal et le Burkina Faso pour partager des stratégies et tactiques d'organisation (2018 et 2019); les activistes de Bargny ont voyagé pour soutenir les femmes à combattre une centrale au charbon à San Pedro, Côte d'Ivoire (2019); l'échange R2SayNO de femmes de Guinée, Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Sénégal au Libéria (2023).

Ces échanges d'apprentissage et de solidarité ont bénéficié directement à au moins 2I2 femmes et 35 hommes. Ces expériences les ont exposé.e.s à de nouvelles informations, à des idées puissantes, à des expériences et à des modes d'organisation, ce qui a eu pour effet puissant de rompre l'isolement, de renforcer la solidarité et la confiance et d'inspirer l'action. Les femmes et les hommes retournent dans leurs communautés respectives pour partager ce qu'ils ont appris, vu et vécu, contribuant ainsi à intensifier les luttes dans des dizaines de communautés à travers le continent. L'effet d'entraînement est potentiellement important, bien que nous n'ayons pas été en mesure d'évaluer en profondeur ces impacts.







PLATEFORMES DE CONVERGENCE

oMin a soutenu diverses formes de convergence entre les femmes et leurs communautés au cours de la dernière décennie. Les formes auxquelles nous aspirons sont durables et permettent aux activistes de se familiariser à de nombreuses formes de résistance à travers les sous-régions et au niveau panafricain d'être en relation constante et continue les uns avec les autres. Cette durabilité est cruciale pour relier les luttes au niveau national, sous-régional et continental afin d'en faire de puissants mouvements pour une transformation radicale. La convergence durable la plus puissante est, sans aucun doute, le Collectif africain pour la justice climatique (ACJC), que WoMin et La Via Campesina ont lancé en 2019. L'ACIC est un collectif de mouvements sociaux africains (femmes, paysan.n.e.s, pêcheur. euse.s, etc.), de collectifs locaux, d'ONG et d'autres organisations de solidarité qui partagent la même volonté d'élaborer des solutions de justice climatique à partir de la base, par le truchement de luttes populaires. L'ACIC cherche à connecter ces luttes à travers le collectif pour construire une analyse, des connaissances, des luttes et des solutions collectives et justes.

La Contre COP des Peuples africains (APCC) est une plateforme émanant de l'ACJC et visant à créer un « contre espace » pour les peuples et mouvements africains qui s'oppose à l'échec et à la compromission de la Conférence multilatérale des Parties. À partir de 2021, WoMin a, aux côtés de l'ACJC, investi énormément dans l'APCC pendant trois ans. L'APCC associe des assemblées populaires locales et des espaces en ligne afin de mettre en relation des personnes issues de contextes locaux et nationaux différents et de constituer une plateforme véritablement panafricaine.

WoMin a joué un rôle de premier plan dans la création, avec un nombre important et croissant de partenaires et d'allié.e.s, de l'Assemblée des femmes pour le climat (AFC) en Afrique de l'ouest et centrale. En octobre 2022, I20 femmes se sont réunies à Port Harcourt au Nigeria. Une deuxième réunion a eu lieu en septembre 2023 à Lagos, au Nigéria, avec plus de I50 femmes en provenance de I7 pays d'Afrique de l'ouest et centrale. Nous espérons que cette initiative se transformera en une assemblée permanente de femmes pour une collaboration, une solidarité, un apprentissage et un échange soutenus au niveau régional, ce qui permettra de développer et de renforcer les mouvements nationaux de femmes.

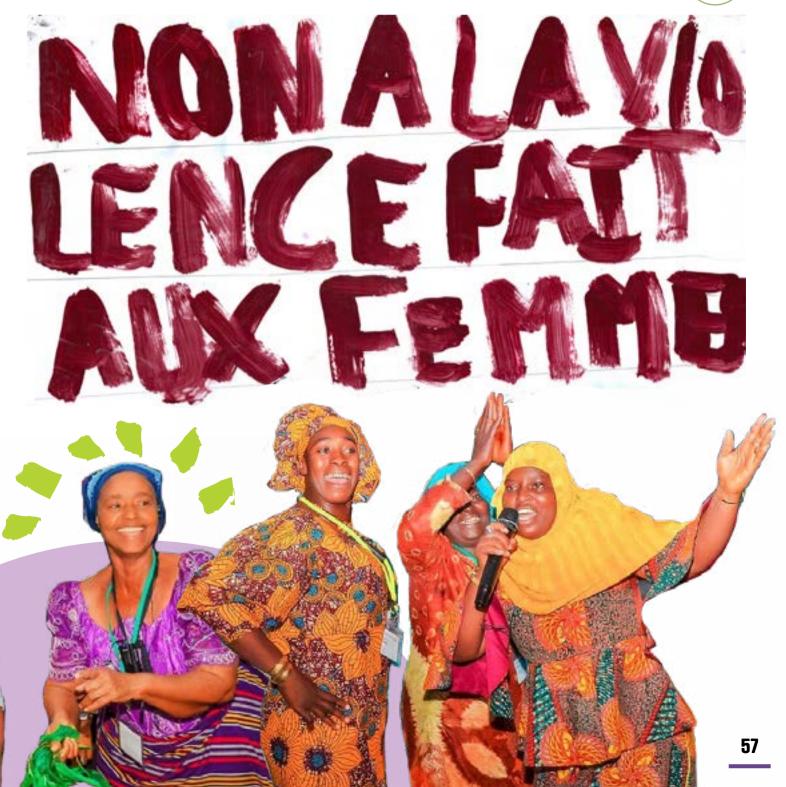
Les femmes construisent le pouvoir!

WoMin a soutenu et investi massivement dans la plateforme Droit de dire NON en Afrique de l'ouest et en centrale, la même plateforme étant soutenue en Afrique de l'est. En 2023, les plateformes ont réuni des femmes leaders de communautés de résistance et s'attèleront à consolider et à renforcer cet effort dans les années à venir. Les plateformes se sont engagées et ont entrepris des actions communes au cours du mois d'action annuel pour le R2SayNO. À partir de 2023, les plateformes identifieront des objectifs régionaux et nationaux communs pour faire campagne sur le R2SayNO.

En 2024, WoMin aura pour priorité de construire une convergence panafricaine sur la dette (souveraine, climatique et écologique, reproductive, micro-crédit, etc.) et les réparations pour les Africains, avec un accent particulier sur les femmes.



6







CAMPAGNES DIRIGÉES PAR DES FEMMES

e premier effort important de WoMin pour organiser une campagne régionale unifiée en Ouganda, en RDC, au Kenya, au Nigeria, au Sénégal et en Afrique du Sud a été le Women Building Power (WBP) pour l'énergie et la justice climatique. À partir de 2016, WoMin et ses partenaires ont investi de manière significative dans l'organisation locale de vingt et un sites touchés par des investissements énergétiques sales et destructeurs. Nous avons entrepris des recherches sur les cadres juridiques et politiques de l'énergie dans trois pays et avons élaboré un plan de campagne avec des principes clairs, un leadership et des stratégies à mettre en œuvre dans les six pays. Nous avons également

organisé des réunions annuelles de

campagne pour approfondir les

connaissances et les compétences

sur diverses thématiques liées à la justice climatique et énergétique, ainsi que des compétences concrètes pour l'organisation et des actions de campagne dirigées par des femmes. Il s'agissait de notre premier terrain d'essai, que nous souhaitons développer au fil du temps.

Depuis lors, nous avons activement soutenu les campagnes menées par des femmes au Burkina Faso (mine d'or d'Orezone), au Sénégal (centrale électrique au charbon de Bargny), en RDC (barrage d'Inga) et en Afrique du Sud (extraction de charbon affectant les femmes sur cinq sites). En 2022, WoMin a décidé de mettre en place une campagne de réparation ciblant la BAD, activement mise en place avec les femmes dans plusieurs sites en Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Ghana, Guinée (Conakry), Sénégal, Mali et Nigéria.

Tu viens pour une seule Tu viens pour nous toutes! Tu viens pour nous Tu nous affronteras toutes! Nous ne sommes pas une seule personne Nous ne sommes pas un bâtiment tu peux Démolir au bulldozer Et réduire en poussière. Nous nous accoudons sur les épaules De celles qui nous ont précédées et

Qui se sont battues pour l'équité et la justice. Nous sommes toutes les ancêtres dont Le sang, la sueur et les larmes ont taché Ce Namaland. Mille générations vivent En nous Mille lignées sont En nous! Tu viens pour nous Alors tu viens pour nous toutes!

> par Ronesca Cloete, poète et activiste de Concordia, Cap Nord, Afrique du Sud



PARTENAIRES FINANCIERS PASSÉS ET PRÉSENTS

e travail de WoMin a été rendu possible grâce au soutien de partenaires financiers. Vous avez cru en nous et en notre vision. Vous nous avez fait confiance. Nous vous remercions d'avoir marché à nos côtés pour ce parcours des IO dernières années. Nous comptons sur votre soutien et votre engagement continus au cours des IO prochaines années! **Merci!**

















































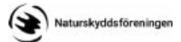


















EN AVANT!

out en réfléchissant à notre passé et en envisageant l'avenir de WoMin, notre priorité politique et stratégique reste claire : renforcer notre soutien aux mouvements de femmes de la classe ouvrière et de la paysannerie en Afrique, celles-là qui bâtissent courageusement un monde dans lequel les individus et la nature peuvent s'épanouir.

Conformément à notre objectif de soutenir la création de mouvements de femmes, nous lancerons un programme de formation de cadres écoféministes africaines de dix-huit mois dans six pays d'ici à la mi-

long terme conçu pour aider les dirigeantes africaines à approfondir leur compréhension des systèmes d'oppression auxquels elles sont confrontées, à renforcer leur capacité à s'organiser pour résister, et à identifier des alternatives de développement écoféministes et à faire campagne en ce sens. En outre, nous visons à intensifier notre travail dans tous les domaines clés de notre programme, en nous concentrant particulièrement sur l'extractivisme vert, les fausses solutions climatiques, la défense des biens fonciers communs et les campagnes pour réclamer des réparations.



« Il est très important de nous unir afin que nos voix soient entendues. Nous devons exercer le POUVOIR des femmes. Nous, les femmes et les communautés en première ligne des projets nuisibles, sommes les plus touchées!»

-Rejoice Ndlovu, Zimbabwe



© WoMin 2024 www.womin.africa

